

**EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA VILLE DE SAINT-DIZIER**

L'an deux mille dix-sept, le neuf février à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de SAINT-DIZIER s'est réuni en séance publique salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE, Député-Maire, en suite de la convocation faite le 2 février 2017.

**Présents :**

- M. CORNUT-GENTILLE, Député-Maire
- M. BOSSOIS, Mme CLAUSSE, Mme KREBS, M. KAHLAL, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RAIMBAULT, M. FEUILLET, Adjoints au Maire
- Mme GARCIA, M. SCHILLER, M. GARNIER J., Mme BETTING, M. OUALI, Mme COLLET, Mme de CHANLAIRE, M. EREN, Mme PEYRONNEAU, M. VAGLIO, Mme ANGOT, M. LESAGE, Mme VARNIER, M. CORDEBARD, Mme AYADI, M. AMELON, Conseillers Municipaux

**Excusés :**

Mme DECHANT, Mme AUBRY, Mme DORKEL, M. CHARPENTIER, M. BONNEMAINS, Mme GUINOISEAU, M. GARNIER P., M. LEBRUN, Mme THIEBLEMONT, M. BOUZON, Mme SAMOUR

**Ont donné procuration :**

Mme DECHANT à Mme KREBS  
Mme AUBRY à M. KAHLAL  
Mme DORKEL à M. GARNIER J.  
M. BONNEMAINS à M. CORDEBARD  
M. BOUZON à M. AMELON

**Secrétaire de séance :** M. VAGLIO

---

**N° 35-02-2017**

**STATIONNEMENT PAYANT – MODIFICATION DU MODE DE GESTION –  
CONSTITUTION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**

**Rapporteur : Mme Virginia CLAUSSE**

Le stationnement sur voirie connaît actuellement d'importantes évolutions législatives et réglementaires qui se traduiront au 1<sup>er</sup> janvier 2018 par sa décentralisation et sa dépenalisation. Cette réforme va donner davantage de compétences aux collectivités locales pour permettre à chacune de mieux gérer son stationnement et l'utilisation de son espace public. Elle va entraîner un certain nombre de modifications dans l'organisation de cette compétence (notamment en termes de contrôle), ainsi que des évolutions fortes s'agissant de l'économie générale du stationnement.

Les principales évolutions de la réforme portent sur :

- ✓ la suppression de l'amende forfaitaire perçue par l'Etat,
- ✓ la faculté pour chaque ville de décider de sa grille tarifaire : l'amende à 17 € est remplacée par un FPS (Forfait Post Stationnement),
- ✓ la possibilité pour la ville de globaliser l'ensemble des missions confiées à un opérateur privé : investissements, gestion et collecte des horodateurs, contrôle, gestion des recours.
- ✓ l'obligation de remplacer le parc d'horodateur pour l'adapter au dispositif, impliquant un investissement lourd

Afin d'anticiper cette échéance, la ville de Saint-Dizier a confié à la société TRANSITEC une étude sur la stratégie du stationnement en centre-ville.

Cette étude a mis en évidence la nécessité de conserver un parc de stationnement payant au centre-ville en en réduisant le périmètre (379 emplacements de stationnement payant pour 521 actuellement) et le nombre d'horodateurs de 34 à 24.

Elle a également défini les objectifs de cette gestion du stationnement :

- ✗ répondre aux enjeux de rotation à proximité des commerces, de stationnement résidents, de qualité d'espaces publics ;
- ✗ être en cohérence avec la réforme de la dépenalisation du stationnement ;
- ✗ prendre en compte les incidences du projet Saint-Dizier 2020.

Actuellement, le stationnement payant est géré à Saint-Dizier par les agents en charge de la surveillance et du contrôle du stationnement payant de la ville de Saint-Dizier. Cette activité mobilise régulièrement 2 personnes, agents du stationnement, et l'assistante du service en sa qualité de titulaire de la régie de stationnement.

Un récent audit de fonctionnement de cette mission a mis en exergue certains points d'insatisfaction tels que l'irrégularité dans les contrôles (notamment en cas d'absence d'un ou des agents) limitant ainsi le rôle dissuasif de la mission, ou encore la désorganisation de certaines tâches, notamment celles de police, lorsqu'il s'agit d'intervenir sur le stationnement.

Au vu des évolutions législatives, du mode de gestion actuel et du niveau des investissements à venir, la Ville de Saint-Dizier a étudié l'opportunité de confier à un prestataire extérieur la gestion du stationnement payant.

Après différents échanges avec des collectivités, de taille et de fonctionnement similaires à la Ville de Saint-Dizier, ayant choisi de déléguer cette mission, le retour d'expérience est positif. La Ville de Saint-Dizier envisage de suivre cette voie.

Le principal enjeu de cette mission sera de conduire une politique cohérente et efficace pour la gestion du stationnement, en faveur de l'attractivité de la ville mais aussi de la préservation et du partage des espaces publics.

Les caractéristiques et objectifs du futur délégataire, pendant la durée du contrat de 4 ans :

- exploiter le service dans le respect des principes de continuité, de sécurité, d'égalité des traitements des usagers ;
- contrôler et surveiller le paiement du stationnement payant sur voirie et l'établissement de l'avis de paiement du FPS;
- assurer le traitement des RAPO (Recours Administratif Préalable Obligatoire) ;
- supporter l'investissement des équipements, avec des matériels performant pour faciliter l'accès aux usagers par divers modes d'abonnement et de paiement;
- assurer l'exploitation technique du service du stationnement (matériel, maintenance, etc...) ;
- collecter la redevance de stationnement acquittée par paiement immédiat ou par règlement spontané du FPS ;
- garantir la transparence financière des activités ;
- rendre compte de l'activité par des bilans réguliers.

Si l'Assemblée délibérante retient ce mode de gestion, une procédure de délégation de service public doit être lancée. L'article L 1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit pour cette procédure, la création d'une commission afin qu'elle procède à l'ouverture et à l'analyse des candidatures et des offres.

Par ailleurs, en cours d'exécution, les contrats de délégation peuvent faire l'objet de modifications par la voie d'avenants qui, selon les dispositions de l'article L 1411-6 du même code, doivent être soumis pour avis à la commission précitée, et ceci, préalablement à la saisine de l'assemblée délibérante.

La commission de délégation de service public est présidée par le Maire ou son représentant dûment habilité par délégation, et constituée de cinq membres titulaires et de cinq suppléants, membres de l'assemblée délibérante élus en son sein.

Selon les articles D 1411-3 et D 1411-4 du CGCT, les membres titulaires et suppléants de la commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence seront invités à participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission. Leurs observations sont consignées au procès-verbal.

Un ou plusieurs agents de la collectivité territoriale désignés par le président de la commission, pourront être invités en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Vu les articles L 1411-4, L 1411-5, L1411-6, D 1411-3 et D 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les caractéristiques ci-dessus des prestations que devra assurer le futur exploitant du service public stationnement payant sur la ville de St-Dizier,

La Commission Consultative des Services Publics Locaux se réunira le 8 février 2017 et le Comité Technique Paritaire le 9 février 2017.

Il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les principes de gestion suivants :
  - le choix de la délégation de service public comme mode de gestion de la mission de surveillance et de contrôle du stationnement payant, sur la base d'un contrat de concession d'affermage d'une durée de 4 ans
  - le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies ci-dessus, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à l'exécutif d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 et L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales
- d'autoriser Monsieur le Député-Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de délégation de service public ;
- de procéder à la désignation des 5 membres titulaires et 5 membres suppléants, à voix délibérative, de la commission de délégation de service public.

Le Maire enregistre les candidatures suivantes :

❖ **Titulaires**

- ✕ M. Philippe BOSSOIS
- ✕ Mme Pascale KREBS
- ✕ M. Rémi CHARPENTIER
- ✕ M. Benoît CORDEBARD
- ✕ M. Ahmet EREN

❖ **Suppléants**

- ✕ M. Jacky GARNIER
- ✕ M. Tony VAGLIO
- ✕ Mme Régine COLLET
- ✕ Mme Véronique VARNIER
- ✕ Mme Saliha AYADI

Le Conseil Municipal, après délibération, décide à par **26 VOIX POUR – 3 ABSTENTIONS (Mme AYADI – M. AMELON – M. BOUZON)**

- d'approuver les principes de gestion suivants :
  - le choix de la délégation de service public comme mode de gestion de la mission de surveillance et de contrôle du stationnement payant, sur la base d'un contrat de concession d'affermage d'une durée de 4 ans ;
  - le contenu des caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire, telles qu'elles sont définies ci-dessus, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à l'exécutif d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 et L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales.
- d'autoriser Monsieur le Député-Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de délégation de service public ;
- de désigner en qualité de membres appelés à siéger à la commission de délégation de service public :

❖ **Titulaires**

- ✕ M. Philippe BOSSOIS
- ✕ Mme Pascale KREBS
- ✕ M. Rémi CHARPENTIER
- ✕ M. Benoît CORDEBARD
- ✕ M. Ahmet EREN

❖ **Suppléants**

- ✕ M. Jacky GARNIER
- ✕ M. Tony VAGLIO
- ✕ Mme Régine COLLET
- ✕ Mme Véronique VARNIER
- ✕ Mme Saliha AYADI

Pour extrait conforme,

Pour le Député-Maire et par délégation  
Le Directeur Général des Services  
Pierre-François GITTON